



06/11/2023

SAS Ker Oman, au service d'un système esclavagiste ?

Dans un article de Reporterre en date du 4 Novembre 2023 dédié à la question de l'investissement de Lorient Agglomération à Oman via la SAS Ker Oman, Maurice Benoish évoque la question sociale des travailleurs à Oman. Maurice Benoish, directeur de la SAS Ker Oman, y déclare : « Nous avons vérifié que les conditions sociales y étaient bonnes, c'était l'un des points importants lors de l'attribution des aides publiques ».

Cette déclaration est surprenante quand on connaît un peu les conditions de vie des pêcheurs à Oman. Nous avons eu accès à une publication de Marie Percot, anthropologue, intitulée « From environmental disaster to migratory disaster : The Omani network of Bangladeshi fishermen ».

Ce travail très documenté et fouillé explique les processus de migration qui poussent les habitants d'une île du Bangladesh à migrer pour y pratiquer la pêche. Cette population de Bangladais forme l'immense majorité des pêcheurs à Oman. Le document met en exergue les conditions innommables dans lesquelles ces hommes sont plongés, on est proche d'un système esclavagiste. Eux-mêmes évoquent leur situation dans des termes tels que : « Nous ne sommes même pas des chiens pour eux » ou « Pour supporter la vie ici, vous devez oublier que vous avez un cerveau et un cœur ».

Fabrice Loher, lors de l'événement Breizhmer le 20 Octobre 2023, déclarait en tribune à propos de ce projet que « c'est mieux que ce soit des Lorientais qui portent ce projet plutôt que des Chinois ! »

Dire qu'il y a une plus-value lorientaise ne suffit pas, il faut le démontrer ! La documentation existante sur les conditions de vie des pêcheurs et plus généralement sur celles des travailleurs étrangers (rapport accablant d'Amnesty International de 2022) nous fait douter du respect des droits humains.

Nous demandons à ce que les engagements pris par Marsa Al Duqm Investments – en charge de la construction de ce port et dont, rappelons-le, 7,5% est détenue par la SEM keroman gestionnaire du port de pêche de Lorient – soient rendus publics.

Des engagements publics sérieux s'imposent. Cette affaire est trop grave pour s'en tenir aux déclarations orales qu'on nous oppose aujourd'hui.

Lucie Montier : 06 72 76 59 02

Nicolas Chauvin : 07 67 77 79 84

Co-Porte-parole Les Écologistes du Pays de Lorient